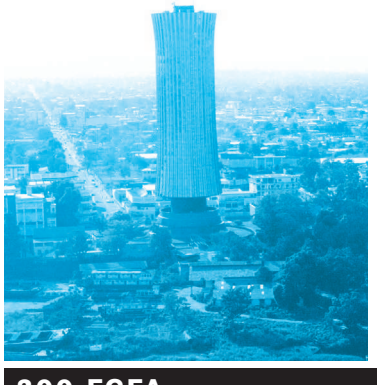
CONGO



L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3913 - VENDREDI 15 JANVIER 2021

PRÉSIDENTIELLE 2021

Le corps électoral convoqué les 17 et 21 mars

Les Congolais lors de la présidentielle de 2016

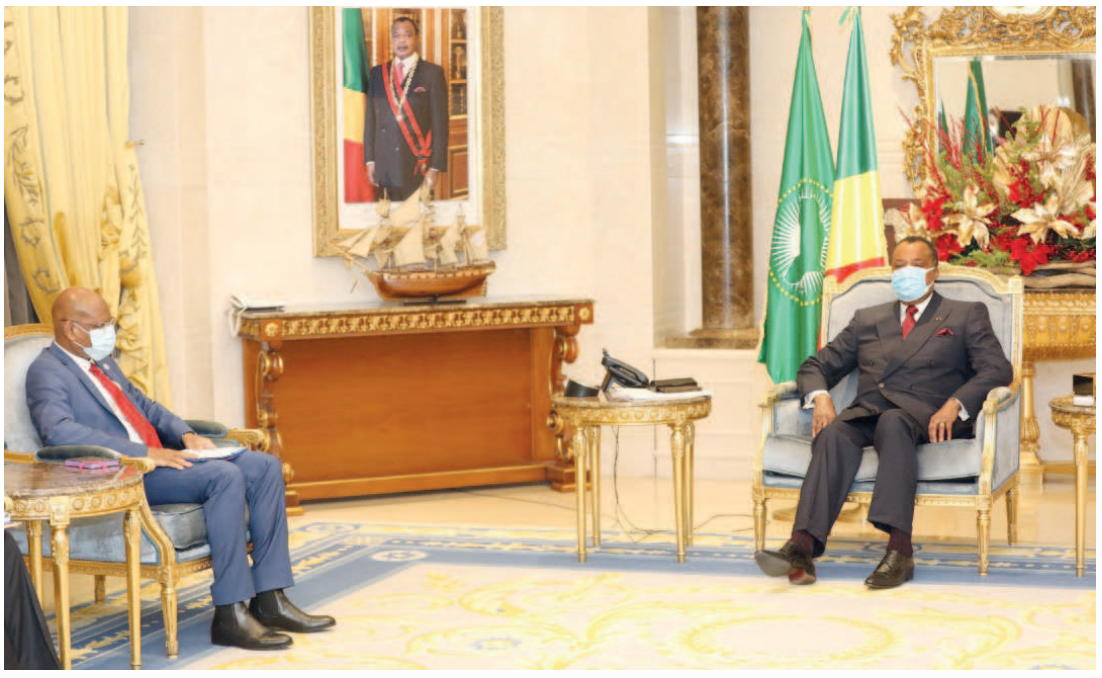
Par décret n°2021-26 du 13 janvier 2021 signé du président de la République, le corps électoral est convoqué sur toute l'étendue du territoire national pour le premier tour de l'élection présidentielle, ainsi qu'il suit : vote des agents de la force publique le 17 mars 2021 ; vote général le 21 mars 2021.

CEEAC

L'intégration physique des Etats au cœur des priorités

Le chef de l'Etat congolais, président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Denis Sassou N'Guesso, a évoqué les priorités de son mandat le 14 janvier à Brazzaville avec le président de la commission de la CEEAC, Gilberto Da Piedade Verissimo. *« Nous avons abordé les priorités de la présidence du Congo de la CEEAC. Nous sommes arrivés aux conclusions de prioriser l'intégration physique, les moyens de liaison entre nos Etats comme la participation à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) »*, a déclaré Gilberto Da Piedade Verissimo.

Page 16



Le président Denis Sassou N'Guesso et Gilberto Da Piedade Verissimo

EXAMENS D'ETAT

Les acteurs de l'éducation souhaitent des épreuves pratiques d'EPS

Contrairement à l'année dernière où les épreuves d'éducation physique et sportive (EPS) s'étaient exceptionnellement déroulées par écrit du fait de la pandémie du coronavirus, l'évaluation pour les élèves en classe d'examen sera pratique en 2021 pour les candidats aptes.

Les acteurs de l'éducation dont l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo justifient cette option par le fait que les épreuves d'EPS tels que le saut en hauteur ou en longueur, les enchaînements de gymnastique et bien d'autres comme la course se font individuellement et ne peuvent donc constituer un risque de propagation de Covid-19 entre candidats.

Une épreuve de gymnastique/DR

Page 5

Éditorial

Modèle ?

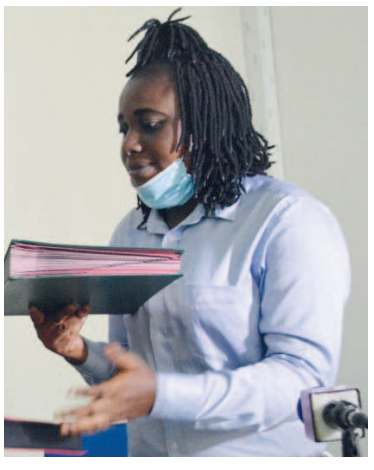
Page 2

FOOTBALL

Berjona Mbemba, nouvelle sélectionneuse des Diables rouges dames

Après la signature, hier, d'un accord avec la Fédération congolaise de football (Fécofoot), la congolaise, Berjona Mbemba, a été désignée sélectionneuse des équipes nationales dames seniors puis des moins de 20 ans pour un contrat d'une année renouvelable.

Entraîneur adjointe des Diables rouges dames U20 depuis 2018, elle a été titularisée à ce poste en 2019 parallèlement à ses fonctions de formatrice au centre de football Gotia. Berjona Mbemba a également évolué comme coach au club de football féminin, La Source puis chez les hommes à AS Tsiemba, un club de deuxième division.



Page 16

ÉDITORIAL

Modèle ?

Ce que démontrent de façon pour le moins accablante les violences qui accompagnent le départ du président Donald Trump est le fait que le système démocratique américain n'a finalement rien d'exemplaire. Loin d'être un modèle pour le reste du monde comme le prétendent depuis des décennies les dirigeants des Etats-Unis, il fait apparaître aujourd'hui des failles que le peuple américain fera bien de corriger rapidement s'il veut continuer d'être pris au sérieux par la communauté mondiale dans son ensemble.

Au-delà de l'incroyable complexité du système qui gouverne les cinquante Etats de l'Union et qui permit en 2016 à Donald Trump de s'installer à la Maison Blanche grâce aux « grands électeurs » alors même qu'il avait rassemblé nettement moins de voix – 3 millions – que son adversaire, Hillary Clinton, l'assaut lancé le 6 janvier contre le Capitole, à Washington, par ses partisans surarmés a démontré que le pire peut se produire à tout moment et fissurer profondément la gouvernance fédérale. En témoigne, au-delà des images d'une extrême violence qui courent en continu sur les réseaux sociaux, le fait que les forces armées américaines sont dès à présent mobilisées pour faire en sorte que la prestation de serment de Joe Biden, le 20 janvier, ne sombre pas dans le chaos.

Même s'ils n'en ont visiblement pas encore pris conscience les nouveaux dirigeants américains, mais également les dirigeants des Etats occidentaux, qui affichent eux aussi depuis la fin de la deuxième guerre mondiale leur mode de gouvernance comme un modèle dont doivent s'inspirer, que doivent copier les pays dits « émergents », feraient bien de prendre la mesure de la leçon planétaire que porte en elle l'élection du nouveau président américain. Alors qu'ils ne cessent de dénoncer les régimes dits « autoritaires », « autocratiques » de la Chine, de la Russie et autres superpuissances ils voient, en effet, leur principal allié confronté à un désordre institutionnel infiniment dangereux.

Comprenons-nous bien pour conclure provisoirement sur le sujet : le système démocratique qui s'impose peu à peu sur toute la surface du globe et dans toute la communauté humaine est sans aucun doute le moins mauvais, le plus sage dont l'homme ait su se doter dans les temps modernes ; mais il ne met pas les peuples qui l'adoptent à l'abri des dérives en tout genre que commettent les tenants de la force, de la violence, de l'extrémisme présents partout dans le monde. Ce qui se déroule actuellement aux Etats-Unis en apporte la preuve, ce qui doit inciter chacun de nous à être plus vigilant, plus attentif, plus prudent que jamais.

Les Dépêches de Brazzaville

PRÉSIDENTIELLE 2021

Le PCT Talangaï renforce son ancrage

Le comité du Parti congolais du travail (PCT) du 6e arrondissement a lancé, le 13 janvier, une campagne d'adhésion de proximité pour redynamiser ses effectifs, en vue de bien préparer l'élection présidentielle de mars prochain.

Des membres du secrétariat permanent du comité PCT Talangaï/Photo Adiac

La campagne d'adhésion a été lancée sur le thème : « Un mètre carré, égal un militant ». Elle va s'étendre progressivement à l'ensemble des 105 sections que compte le comité PCT Talangaï.

L'objectif poursuivi par le PCT étant de mobiliser un plus grand nombre d'électeurs potentiels, en faveur du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, son candidat à l'élection de mars prochain. *« Pour nous, les adhésions massives sous-endentent un membre du parti, égal un électeur à Talangaï. L'occupation du terrain commence aujourd'hui jusqu'à l'ouverture des bureaux de vote. Au sortir de cette salle, chacun de vous doit être soi-même électeur potentiel et prendre autour de lui plusieurs autres électeurs potentiels, en commençant par la cellule familiale »*, a souligné le président du comité PCT Talangaï, Daniel Nguebila.

« Plus jamais les camarades membres ne se regarderont en chien de faïence. Désormais, l'harmonie et la cohésion doivent exister au sein du parti. C'est à ce prix que nous pouvons gagner la bataille essentielle de mars prochain »

Il a invité les nouveaux adhérents à se faire inscrire sur les listes électorales, se faire établir la carte nationale d'identité et surtout se procurer celle d'électeur le moment venu.

S'adressant aux membres de ce comité d'arrondissement, le président de la fédération du PCT de Brazzaville, Faustin Elenga, les a exhortés à demeurer plus que soudés, afin d'aller à cette échéance majeure en rangs serrés.

« Plus jamais les camarades membres ne se regarderont en chien de faïence. Désormais, l'harmonie et la cohésion doivent exister au sein du parti. C'est à ce prix que nous pouvons gagner la bataille essentielle de mars prochain », a-t-il indiqué.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués :
Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service),
LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Quentin Loubou (Coordination), Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture: Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE
Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL
Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES
Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS
Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE
Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayououlo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)
Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE
Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE
Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CANTINES SCOLAIRES

Le PAM sollicite l'implication de la communauté locale

Le directeur adjoint du bureau du Programme alimentaire mondial (PAM) au Congo, Ali Ouattara, a récemment déclaré que pour rendre durable le système des cantines scolaires, il faudrait que la communauté locale puisse s'en approprier.

Assurant l'intérim de l'agence onusienne, après le départ de son ancien représentant, Jean-Martin Bauer, Ali Ouattara a facilité la tenue, le mois dernier, de l'atelier d'échanges et d'apprentissages sur l'amélioration de la chaîne de valeur du manioc : cas de la République du Congo. Organisé en collaboration avec le gouvernement, le Centre régional d'excellence contre la faim et la malnutrition (Cerfam) et le Centre d'excellence de Chine, cet atelier visait, entre autres, l'échange d'expériences.

« Après des échanges fructueux avec des différents partenaires, je pense que nous avons atteint notre objectif qui consistait à permettre aux participants d'avoir une vision globale de ce qui se passe, en termes de développement de la chaîne des valeurs, mais également en termes des contributions de la production globale aux cantines scolaires », a expliqué Ali Ouattara, au cours d'un entretien avec la presse.

Selon lui, les participants à cet atelier, tenu en présidentiel et par visioconférence, ont eu des apports des institutions ayant fait des présentations, notamment l'Union africaine, les Centres d'excellence du Brésil, de la Chine et de Côte d'Ivoire. Des échanges qui leur ont permis d'avoir une idée globale de

Les participants à l'atelier/DR

ce qui se passe dans chaque pays. *« Ce qui est encore un peu plus intéressant, c'est que nous avons eu des expériences partagées par d'autres pays comme le Kenya, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Congo. Ces pratiques-là pourront permettre aux participants d'améliorer leur manière de travailler »*, a-t-il renchéri.

Parlant des expériences d'autres pays, Ali Ouattara a pris l'exemple de la Côte d'Ivoire où les producteurs et les transformateurs, appuyés par les autorités, apportent une contribution en termes des produits au fonctionnement de l'école. *« C'est une bonne pratique qui pourrait être envisagée également dans un pays comme le Congo. Si on veut avoir une durabilité du système des cantines scolaires, il faut bien qu'il y ait une appropriation par la communauté locale. Etant donné que les financements se font de plus en plus rares, une contribution de la communauté locale peut assurer une durabilité des cantines scolaires. Cette contribution est toujours nécessaire»*, selon le directeur adjoint du bureau du PAM au Congo.

« C'est une bonne pratique qui pourrait être envisagée également dans un pays comme le Congo. Si on veut avoir une durabilité du système des cantines scolaires, il faut bien qu'il y ait une appropriation par la communauté locale. Etant donné que les financements se font de plus en plus rares, une contribution de la communauté locale peut assurer une durabilité des cantines scolaires. Cette contribution est toujours nécessaire »

S'agissant de l'appropriation des résultats de cette rencontre, il a indiqué que la charge revenait au gouvernement qui est en première ligne pour assurer la sécurité alimentaire et les cantines scolaires des enfants. *« Pour ces résultats, nous apportons un accompagnement dans leur mise en œuvre. Nous sommes des acteurs qui accompagnent les initiatives du gouvernement, cet atelier rentre en droite ligne avec deux actes fondamentaux du Plan national de développement, notamment le renforcement du capital humain et la diversification de l'économie. Renforcement du capital humain dans ce sens que cela porte aussi sur l'éducation des enfants. Diversification de l'économie parce que cela porte sur le développement de la chaîne du manioc »*, a conclu Ali Ouattara.

Parfait Wilfried Douniama

EDUCATION

Des jeunes sensibilisés aux Objectifs du dévelopement durable

Les élèves des classes de terminale des lycées de Brazzaville ont été édifiés sur les dix-sept priorités des Objectifs de développement durable (ODD) basées notamment sur le social, l'économie, l'environnement, l'éducation à l'horizon 2030, par le Réseau des organisations des jeunes leaders africains des Nations unies (Rojalnu).

La sensibilisation a été faite à l'occasion de la cérémonie d'une séance de photo marquant la fin des activités annuelles du Rojalnu, en collaboration avec le système des Nations unies au Congo, a indiqué le président du réseau, Rockrol Matondo, dans une interview accordée le 14 janvier, au quotidien « Les Dépêches de Brazzaville ».

Le président de Rojalnu a expliqué à cette occasion que chaque ODD a véhiculé un message fort que l'on pouvait lire: pas de pauvreté, éducation de qualité, égalité de sexe, paix, justice et institutions efficaces, etc.

Les jeunes ont également bénéficié des jeux et pédagogies, d'une vidéo en posture statique les encourageant à lier le message au niveau national et international.

La 4e édition de séance photo organisée en collaboration avec le système des Nations unies au Congo avait pour ambition d'attirer plus de personnes curieuses.

L'objectif a été de montrer la capacité des jeunes à se mobiliser autour des questions majeures ; de rappeler aux autorités leur engagement sur les ODD ; de promouvoir et faire imprégner l'agenda de développement à la population congolaise ainsi que d'identifier et responsabiliser des jeunes comme ambassadeurs pour les ODD.

Un échantillon des élèves lors du message sur les dix-sept Objectifs de développement durable (DR)

Les objectifs de développement durable peuvent se définir comme un appel universel à l'action pour éliminer la pauvreté. Ils couvrent les enjeux de protection de la planète en améliorant le quotidien des humains et en œuvrant pour des perspectives. *« Les Etats membres de l'Organisation des Nations unies ont adopté en 2015, dix-sept objectifs de développement durable dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui définit un plan sur quinze ans visant à réaliser ces objectifs »*, a-t-il dit.

Le Rojalnu est une plate-forme panafricaine créée en 2004, avec un accord de siège signé le 16 février 2015 au Burkina Faso. Il regroupe plus de trente pays africains dont le Congo.

Lydie Gisèle Oko

SANTÉ

Les membres de l'OFC se font dépister du Covid-19

La présidence de l'Organisation des femmes du Congo (OFC), Inès Bertille Nefer Ingani, a initié, le 14 janvier à Brazzaville, une campagne volontaire de dépistage au coronavirus des membres de son mouvement.

Les prélèvements se sont effectués au laboratoire national de santé publique de Brazzaville, en présence de la présidente de l'OFC et de la ministre en charge de la santé, Jacqueline Lydia Mikolo. Une centaine de femmes Inès Bertille Nefer Ingani se sont faites dépister. Les résultats du test seront disponibles dans les soixante douze heures. Les sujets présentant les symptômes de la maladie seront aussitôt prises en charge.

En initiant cette campagne de dépistage, l'OFC veut donner à chacune de ses membres la possibilité de découvrir son état sérologique à temps afin d'être prise en charge au plus vite et réduire le risque de mortalité.

« Nous sommes venues ici nous dépister du coronavirus afin que nous connaissons notre état de santé . Cela vaut la peine ! Car, si nous découvrons l'infection à temps, nous serons soignés au plus vite. Au moment où nous abordons la période électorale marquée par l'élection du président de la République, nous devons être en bonne santé pour mobiliser le plus grand nombre de nos membres en faveur de notre candidat, Denis Sassou N'Guesso », a souligné Inès Bertille Nefer Ingani, avant de préciser que le dépistage des femmes de l'OFC se poursuivra progressivement dans tous les arrondissements de Brazzaville.

Pour sa part, la ministre en charge de la santé, Jacqueline Lydia Mikolo, a encouragé les femmes à se faire dépister afin de mieux contrôler leur de santé. Elle les a exhortées à respecter les mesures barrières afin de briser la chaine de contamination.

Une membres de l'OFC se faisant dépister/Photo Adiac

Firmin Oyé

POLICE

Plusieurs domaines d'activités manquent de spécialistes

Disposer des sachants dans les spécialités qui en manquent fait partie des défis à relever, à en croire les responsables de la direction générale de l'Administration et des ressources humaines ainsi que celles des Finances et de l'équipement de la police.

A l'occasion de la cérémonie du port d'insignes de grade combiné au repas de corps, le directeur général de l'administration et des ressources humaines, le colonel Pascal Okiah, a dressé le bilan des activités réalisées en 2020 ainsi que les défis à relever. *« De nombreux domaines d'activités de la police n'ont pas d'agents formés dans certaines spécialités, près de 2000 agents sont détenteurs de diplômes techniques obtenus dans les établissements civils et attendent l'homologation »*, a-t-il fait savoir.

Il a par ailleurs souligné le fait que de nombreuses requêtes des personnels sont en attente de décision du commandement. Aussi, plusieurs décisions de justice accordent-elles des droits à des policiers. Toutes les nouvelles structures créées au sein de la police doivent être installées dans de bonnes conditions et équipées non seulement de matériel de bureau mais également et surtout mettre à leur disposition des compétences humaines. Autant de défis à relever pour améliorer la qualité du travail, a-t-il insisté.

Port d'insignes de grade à la DGARH et DGFE

L'année écoulée plusieurs actions ont été menées malgré le fait que la pandémie de covid-19 a ralenti le fonctionnement. Il s'agit notamment de la toute première organisation du stage de formation initiale des officiers subalternes ainsi que les stages de franchissement en faveur des adjudants-chefs de police pour plus de dix promotions annuelles. « En terme de formation, la moisson a été abondante », a déclaré le colonel Pascal Okiah. Des formations qui vont, sans nul doute, dans le sens de disposer des compétences pour assumer les fonctions dans les domaines d'activités qui manquent de ressources humaines adéquates.

S'agissant du port d'insignes de grade, il y a eu 107 promus aux différents grades allant de colonel au brigadier-chef de la direction générale de l'Administration et des ressources humaines ainsi que celles des Finances et de l'équipement. Ils ont été appelés à être à la hauteur des missions qui leur sont assignées notamment dans le cadre de la sécurité des personnes et des biens.

« De nombreux domaines d'activités de la police n'ont pas d'agents formés dans certaines spécialités, près de 2000 agents sont détenteurs de diplômes techniques obtenus dans les établissements civils et attendent l'homologation »

Rominique Makaya

EXAMENS D'ETAT 2021

Les acteurs del'éducation physique souhaitent des épreuves pratiques d'EPS

Les cours pratiques d'Education physique et sportive (EPS) sont dispensés dans les établissements scolaires. Ce qui conduira logiquement à une évaluation pratique aux examens d'Etat, cette année, en tenant compte de la situation de la pandémie de Covid-19.

« Cette année, l'évaluation de l' épreuve d'EPS sera pratique aux examens d'Etat si les données de la pandémie de Covid-19 ne changent pas en mal », ont expliqué des sources concordantes du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation.

Depuis le début de la rentrée scolaire, en effet, les cours pratiques d'éducation physique sont dispensés de sorte que l'évaluation se fasse de façon pratique pour les élèves valides, contrairement à l'année passée.

Lors des sessions 2020 des examens d'Etat, l'évaluation de cette discipline s'est faite à l'écrit, suite à la décision gouvernementale, afin d'éviter la propagation de la maladie en milieu scolaire. Cette décision n'avait pas fait l'unanimité. Au nombre des acteurs de l'éducation qui se sont opposés à ce choix, figure l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo qui estimait qu'un apprenant devrait être évalué sur les matières préalablement enseignés et que les épreuves écrites d'EPS sont exclusivement réservées aux candidats inaptes.

Par ailleurs, dans le même sens, des langues se sont déliées pour dire que l'évaluation de l'Education physique et sportive se fait de façon individuelle : le saut en hauteur ou en longueur, les enchaînements de gymnastique et bien d'autres exercices ne se font pas collectivement. Pour l'heure, les cours pratiques d'EPS se poursuivent pour une évaluation pratique aux examens d'Etat. Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19, le dépistage vient d'être lancé dans les établissements scolaires de Brazzaville et Pointe-Noire. L'opération va s'étendre, précisait la ministre en charge de la Santé lors d'une conférence de presse tenue tout récemment dans la ville capitale.

Rominique Makaya

Une épreuve de gymnastique/Photo DR

SANTÉ

Création d'une réserve d'urgence mondiale de vaccin contre Ebola

L'Alliance des vaccins Gavi, a annoncé qu'une réserve d'urgence mondiale de vaccin contre le virus Ebola sera créée pour répondre rapidement à de futures épidémies.

Les pays à faibles ou moyens revenus pourront accéder gratuitement à la réserve, a indiqué l'organisation internationale basée à Genève. Ces pays bénéficieront aussi d'un soutien pour les coûts opérationnels de l'organisation d'un programme de vaccination. Il est envisagé de créer une réserve d'urgence mondiale de 500 000 doses contre le virus. Il s'agit de répondre rapidement à de futures épidémies, a annoncé l'Alliance des vaccins Gavi. Le Gavi s'est donné quelques années pour constituer le stock de 500 000 doses. *« En créant ce stock de doses de vaccin contre Ebola, accessibles à tous les pays, nous pouvons contribuer à prévenir des décès et mettre fin rapidement à des épidémies à l'avenir »*, a déclaré le directeur général de Gavi, Seth Berkley.

La ville de Bâle, en Suisse, servira de lieu de stockage des doses. Il est aussi prévu de faire bénéficier à ces pays d'un soutien pour les coûts opérationnels de l'organisation d'un programme de vaccination. Grâce au partenariat entre les secteurs public et privé, plus de la moitié des enfants de la planète ont été immunisés contre des maladies parmi les plus meurtrières. Plus de 300 000 habitants du Nord Kivu et de l'Ituri, en RD Congo, ont été vaccinés au cours des épidémies d'Ebola. Cette campagne de vaccination a mis fin en juin 2020 à deux années de crise. Le développement du vaccin contre Ebola a été accéléré, après l'épidémie, dont le début date de décembre 2013, en Guinée et s'était propagée au Liberia en Sierra Leone.

Vaccination contre le virus Ebola, le 14 novembre 2019 à Goma, en République démocratique du Congo. (-AFP/MSF)

« En créant ce stock de doses de vaccin contre Ebola, accessibles à tous les pays, nous pouvons contribuer à prévenir des décès et mettre fin rapidement à des épidémies à l'avenir »

L'épidémie d'Ebola avait fait plus de 11 300 morts sur près de 29 000 cas enregistrés, selon l'Organisation mondiale de la Santé(OMS) qui avait déclaré la fin de cette épidémie en mars 2016.

La mise au point rapide de ce vaccin, dans le cadre d'accords entre Gavi et le fabriquant, a *«créé un précédent pour le développement et la production accélérées de vaccins contre la Covid-19»*, a souligné Seth Berkley. Le stock de vaccins contre Ebola comprendra des doses produites par la société pharmaceutique américaine Merck. La livraison de ces doses est financée à hauteur de 20 millions de dollars par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international. Le taux de mortalité d'Ebola est d'environ 50%, mais peut atteindre 90% des personnes contaminées lors de certaines épidémies, selon l'OMS. La maladie se manifeste par une fièvre et des douleurs musculaires suivies de nausées et de diarrhée, d'éruptions cutanées, d'hémorragies internes et externes et d'une défaillance rénale.

Noël Ndong

BELGIQUE

«Retour au Congo» d'un des membres de la communauté congolaise

Après avoir suivi son cycle universitaire et pris part à la structuration de la diaspora en pays du Benelux, Destin Jésus Sondzo Owomeke repart s'installer au Congo.

A la fin de son séjour en Belgique de près de 14 ans, il s'en retourne, avec dans ses bagages, le titre de docteur, pour sa thèse intitulée « Problématique de la Réintégration de la diaspora congolaise en République du Congo / Essai d'analyse d'une stratégie de communication ».

Son début de carrière à l'étranger dans les entreprises européennes commençait à lui faire ressentir une «frustration» de ne pas pouvoir redonner au Congo ce qu'il avait défendu lors de sa thèse.

Et puis, il y a eu «Introduction à la diaspora congolaise», un livre écrit durant ces trois dernières années, fruit des stages au ministère des Affaires étrangères du Congo et de quelques séances de travail, au cours d'allers-retours fréquents dans les chancelleries congolaises, pour décrire les relations entre institutions et Congolais de l'étranger.

Dans son livre à paraître au cours du 1er trimestre 2021, Destin Jésus Sondzo Owomeke met en lumière, non seulement la vie des Congolais de l'étranger, mais également les perspectives de réintégration dans leur pays d'origine. Il défend l'idée de : ne pas couper le contact avec son pays une fois à l'étranger ; suivre les informations du pays pour être au courant de l'évolution de sa situation politique, économique et sociale ; se rendre au pays de temps en temps dès que l'occasion s'en présente ; réunir suffisamment de ressources tangibles et intangibles (financières, relationnelles, sociales…), afin de ne pas avoir à compter uniquement sur l'État et informé, de faire face à la réalité du pays ; ne pas s'appuyer seulement sur le fait d'avoir un diplôme, mais de créer une activité jusqu'à s'installer définitivement.

«J'entame le processus de la migration à l'envers tel que je l'envisage à travers mes écrits dans mon livre : il est temps de prendre part au développement de mon pays»

Destin Jésus Sondzo Owomeke/crédit photo : Jenny

«J'entame le processus de la migration à l'envers tel que je l'envisage à travers mes écrits dans mon livre : il est temps de prendre part au développement de mon pays», confie l'ancien président de l'association des étudiants congolais de Belgique, heureux d'avoir bientôt l'opportunité de rendre au Congo ce que ce pays lui a donné.

Marie Alfred Ngoma

OUGANDA

Dix-huit millions d'électeurs votent pour un double scrutin

Les Ougandais élisent leur président et les députés, ce 14 janvier. La présidentielle oppose une dizaine de candidats, dont le président sortant Yoweri Museveni et Bobi Wine, chanteur et député à l'ascension politique fulgurante.

La campagne électorale, particulièrement violente, émaillée d'arrestations, d'émeutes et de plusieurs dizaines de morts, s'est achevée le 12 janvier par la suspension jusqu'à nouvel ordre des réseaux sociaux et des services de messagerie dans tout le pays.

L'opposition, orpheline du vétéran Kizza Besigye, qui n'a pas souhaité concourir après quatre tentatives et autant de défaites face à Yoweri Museveni, candidat du Mouvement de résistance nationale (NRM), le parti au pouvoir. Toutefois, le duel qui semble s'imposer implique Yoweri Museveni et Bobi Wine.

Bobi Wine, est un chanteur célèbre élu député en 2017. Malgré son jeune âge, il s'est imposé au sein d'une opposition divisée comme le principal adversaire du président. Il est populaire au sein de la jeunesse, notamment urbaine, une population significative dans un pays où l'âge médian est inférieur à 16 ans. Le dernier jour de la campagne, Bobi Wine ainsi que deux autres candidats, Patrick Amuriat et Mugisha Muntu, ont appelé les Ougandais à voter massivement et à « protéger leur vote » en surveillant le scrutin.

L'ambassadrice américaine en Ouganda, Natalie Brown, a annoncé mercredi que les Etats-Unis annulaient une mission d'observation prévue pour ce vote, la majorité de leurs observateurs s'étant vu refuser une accréditation par le gouvernement.

Yvette Reine Nzaba

SEMINAIRES DE FORMATION PREMIER TRIMESTRE 202

Le cabinet ECIFORM organise des séminaires de formation à partir du 25 janvier jusqu'au 02 Avril 2021 à Brazzaville et Pointe Noire au profit des entreprises et administrations dans les domaines suivants :
-Secrétariat et assistanat de direction / archivage et classement / Fiscalité / finances / comptabilité …
-métiers de la banque / Passation des marchés / gestion de projet / suivi-évaluation / GAR/ Contrôle de gestion…
-Informatique et bureautique / bases de données / Gestion des Ressources Humaines / Management -Gestion commerciale / Marketing/ Gestion de stocks et des approvisionnements / Finances publiques/Audit…
Veuillez Nous contacter pour plus d'infos / Tél : 00242 06 621 49 60 - Email : contact@eciform-services.net

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

SOCIÉTÉ
ÉCONOMIE
POLITIQUE
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL
RÉFLEXIONS
SPORT

*CONNECTEZ-VOUS
www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ NOUS
84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

BASSIN DU CONGO-SA • STRATÉGIE & ACTION •

FONDATION GOTÈNE

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE

Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX[e] siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« ***Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents*** »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

84, Bd Denis Sassou Nguesso
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

fondationmarcelgotene@gmail.com
www.fondationgotene.com

COMMUNICATION

WhatsApp tente de rassurer ses utilisateurs sur la confidentialité des données

Vent de panique : WhatsApp tente de rassurer ses utilisateurs dans le monde en général et particulièrement en Afrique francophone en réaffirmant sa politique de confidentialité. Les nouvelles règles publiées la semaine dernière ayant suscité un mouvement de panique et des records d'inscription chez ses concurrents Signal et Telegram.

«Avec toutes les rumeurs qui circulent, nous voulons répondre à certaines des questions les plus communes que nous avons reçues», écrit WhatsApp sur son site web, dans la rubrique «sécurité et confidentialité».

Le site explique ce 14 janvier 2020 que WhatsApp a récemment mis à jour sa politique de confidentialité, ce qui a suscité de nombreuses questions. Face aux fausses rumeurs, l'application a souhaité clarifier les idées reçues et rassurer ses utilisateurs en Afrique francophone et dans le monde.

«Nous voulons dire clairement que la mise à jour n'affecte en aucune façon la confidentialité des messages échangés avec vos amis et votre famille», déclare la messagerie.

Insistant sur sa mission de garantir à tous des communications privées, WhatsApp a précisé que la mise à jour de la politique, qui ne concerne essentiellement que les messages à une entreprise, n'a aucune incidence sur la confidentialité de vos messages avec vos amis ou votre famille. Pas de changement sur le plan de la confidentialité et de la sécurité de votre messagerie personnelle : les messages personnels sur WhatsApp et Facebook restent protégés par le chiffrement de bout en bout. En résumé, ni WhatsApp ni Facebook ne peuvent lire vos messages ou écouter vos appels avec vos amis, votre famille et vos collègues de travail.

A la différence des opérateurs de téléphonie mobile, WhatsApp ne conserve pas non plus les historiques des destinataires des messages ou des appels. Développée pour offrir la possibilité de communiquer de manière privée, l'application permet d'avoir des conversations entièrement confidentielles.

Le partage de localisation sur WhatsApp tout comme sur Facebook demeure lui aussi secret. Lorsque vous partagez votre localisation avec quelqu'un sur WhatsApp, votre localisation est protégée par le chiffrement de bout en bout, ce qui signifie que personne ne peut voir votre localisation à part les personnes avec lesquelles vous la partagez.

Des inquiétudes ont également été soulevées quant au partage d'informations entre WhatsApp et Facebook, deux applications du groupe Facebook Inc. Sur ce point, WhatsApp a tenu à dissiper les rumeurs en rappelant que l'application de messagerie ne partage pas vos contacts avec Facebook. Lorsque vous nous donnez la permission, WhatsApp accède uniquement aux numéros de téléphone de votre carnet d'adresse afin que l'envoi de messages soit plus rapide et plus fiable. La liste de contacts n'est partagée avec aucune des autres applications proposées par Facebook Inc.

Plébiscités par les utilisateurs africains, les groupes restent eux aussi privés. Le procédé d'adhésion à un groupe permet de transmettre des messages et de protéger le service des spams et des abus. Les informations restent sur WhatsApp et ne sont pas échangées avec Facebook à des fins publicitaires. Une fois de plus, ces discussions privées sont chiffrées de bout en bout et WhatsApp ne peut pas voir leur contenu.

Enfin, depuis novembre 2020, pour encore plus de confidentialité, WhatsApp vous propose désormais de faire disparaître vos messages après que vous les ayez envoyés en utilisant les messages temporaires. Vous pouvez également télécharger et voir en toute transparence les informations dont WhatsApp dispose sur votre compte nous avons sur votre compte directement depuis l'application.

En définitive, la récente mise à jour de WhatsApp comprend des changements relatifs à l'envoi de messages à une entreprise sur WhatsApp, ce qui est optionnel et n'affecte pas la très grande majorité des utilisateurs.

- Telegram jubile -

WhatsApp, racheté par Facebook en 2014, a construit sa réputation notamment sur la protection des données. La mise à jour a provoqué un tollé sur les réseaux, à l'image de l'emblématique patron de Tesla Elon Musk qui a tweeté «Utilisez Signal».

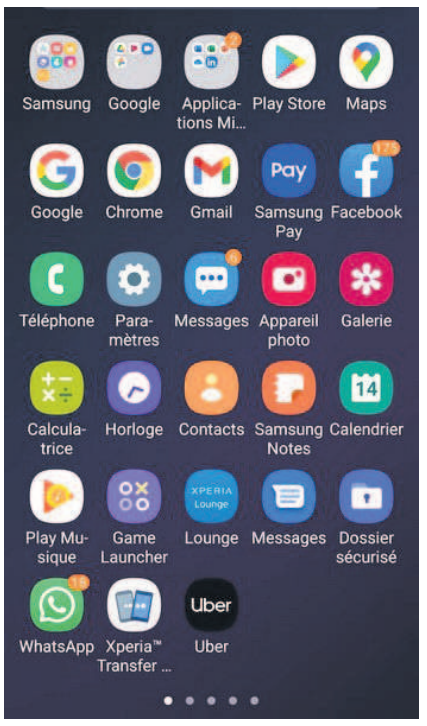
«Il y a beaucoup de désinformation sur les conditions d'utilisation de WhatsApp en ce moment», a réagi mardi Adam Mosseri, le patron d'Instagram.

L'opération de rattrapage arrive un peu tard: les messageries sécurisées Signal et Telegram font un carton depuis jeudi dernier.

«Durant la première semaine de janvier, Telegram a dépassé les 500 millions d'utilisateurs actifs mensuels. Puis les chiffres ont continué de grossir: 25 millions de nouveaux utilisateurs ont rejoint Telegram lors des 72 dernières heures», a déclaré mardi son fondateur russe Pavel Dourov, sur sa chaîne Telegram.

«C'est une augmentation significative par rapport à l'année dernière», a-t-il poursuivi, expliquant que Telegram avait déjà connu des vagues d'inscription subites durant ses «sept années d'expérience en matière de protection de la vie privée des utilisateurs». Mais «cette fois-ci, c'est différent», a-t-il dit.

«Les gens ne veulent plus échanger leur vie privée contre des services gratuits. Ils ne veulent plus être pris en otage par des monopoles technologiques», a ajouté le milliardaire de 36 ans.



- Signal décolle -

Signal et Telegram figurent en tête des téléchargements d'applications gratuites sur les plateformes Apple Store et Google Play dans plusieurs pays.

Pour mieux conquérir ses nouveaux utilisateurs, Signal a même publié un tutoriel pour les aider à importer facilement leurs conversations de groupe depuis une autre application de messagerie.

Si bien que l'afflux de nouvelles connexions a provoqué certains problèmes techniques entre jeudi et vendredi. *«Les codes de vérification sont actuellement retardés (...) parce que beaucoup de nouvelles personnes tentent de rejoindre Signal actuellement»*, avait expliqué l'entreprise.

Lancée en 2014, l'application américaine Signal est considérée par les spécialistes comme l'une des applications de messagerie les plus sécurisées du marché grâce notamment à sa capacité de chiffrer «de bout en bout» messages ou appels audios et vidéos.

Fondée en 2013 par les frères Pavel et Nikolaï Dourov, créateurs auparavant du très populaire réseau social russe VKontakte, Telegram affirme faire de la sécurité sa priorité et refuse généralement de collaborer avec les autorités, ce qui lui a valu des tentatives de blocage dans certains pays, notamment en Russie.

Marie Alfred Ngoma

Vient de paraître

FONDATION PROSPECTIVE ET INNOVATION

L'éventualité d'un partenariat Chine-Europe-Afrique au menu des discussions

L'ancien Premier ministre français et président de la Fondation Prospective et Innovation, Jean-Pierre Raffarin, a estimé le 14 janvier, au cours d'une visioconférence que le continent africain est celui de l'avenir.

« Nous avons une communauté de destin avec ce grand continent et dans cette période instable, l'Afrique peut être un continent d'équilibre ou au contraire de déséquilibre », a-t-il indiqué.

Cette visioconférence sur les perspectives de coopération entre l'Europe, la Chine et l'Afrique pour le développement du continent africain a réuni, outre M. Raffarin, l'ancien Premier ministre béninois Lionel Zinsou, l'ancien ambassadeur de Chine au Gabon Sun Jiwen et le président délégué du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN), Etienne Giros.

« Le secteur privé peut être considéré comme un élément moteur dans un contexte où les Etats sont par ailleurs toujours présents et l'Afrique dispose d'un tissu d'entreprises privées qui peut se muscler et être un levier de développement », a poursuivi l'ex-Premier ministre français qui a souligné l'importance de la «concertation» entre les entrepreneurs africains, européens et chinois.

Pour sa part, M. Sun a fait une comparaison entre les secteurs publics et privés en Chine et en Afrique, expliquant que «le secteur privé représente 70% des entreprises en Chine et il y a les mêmes phénomènes en Afrique. Par exemple, en Chine, dans le domaine des grands projets d'infrastructures comme la construction d'aéroports et de routes, les entreprises publiques sont plus fortes, tandis que dans le secteur de l'industrialisation, c'est le secteur privé qui joue le rôle primordial. C'est le cas en Chine. Donc pourquoi pas en Afrique ?», a-t-il plaidé.

Pour M. Zinsou, le secteur privé africain «joue un rôle déterminant dans la lutte contre la pandémie, malgré des fragilités extraordinaires touchant les secteurs aérien et touristique. Il y a une résilience étonnante de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) africaines et le soutien du tissu de PME va être déterminant pour le rebond de la croissance africaine».

Le Fonds monétaire international (FMI) «estime que c'est en Afrique et en Asie que le niveau du rebond économique sera le plus important au 2e semestre 2021. L'Afrique est en récession, certes trois fois moins que l'Europe, en grande partie à cause des pays producteurs de pétrole. Or, les économies de l'Afrique de l'Ouest, qui sont plus diversifiées, ne sont pas en récession, avec une croissance comprise entre 0 et 2%. Et c'est uniquement en Asie qu'on retrouve ce genre de résilience», a-t-il ajouté.

«Aujourd'hui, le secteur privé africain porte l'épargne et l'emploi et il sera l'interlocuteur incontournable pour les partenariats triangulaires futurs», a également souligné M. Zinsou.

«La présence des entreprises chinoises est un bien pour l'Afrique», a signifié Etienne Giros, ajoutant que «près d'un tiers de la croissance africaine s'explique par la présence et l'investissement chinois».

«Je suis convaincu que l'avenir repose sur le partenariat entre les entreprises chinoises et françaises et qu'il doit s'exprimer sur le continent africain», a-t-il poursuivi. Pour lui, un partenariat sino-africain en Afrique pourrait contribuer «à dynamiser les entreprises françaises en insérant le secteur privé».

La Chine s'oppose fermement à tout échange officiel entre les Etats-Unis et Taiwan

La Chine s'oppose fermement à toute forme d'échanges officiels entre les Etats-Unis et Taiwan, a déclaré jeudi un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, ajoutant que certains politiciens américains paieraient le prix fort pour leurs méfaits concernant la région chinoise de Taiwan.

Le porte-parole, Zhao Lijian, a fait ces remarques lors d'un point de presse quotidien alors qu'il était invité à répondre à une question sur l'ambassadrice américaine aux Nations unies, Kelly Craft, qui s'est entretenue avec la dirigeante de Taiwan, Tsai Ing-wen, par liaison vidéo jeudi.

«Les propos et les actes de Mme Craft s'immiscent dans les affaires intérieures de la Chine, violent gravement le principe d'une seule Chine et les trois communiqués conjoints sino-américains, et vont à l'encontre de l'engagement politique américain sur la question de Taiwan. La Chine s'y oppose fermement», a déclaré M. Zhao.

Il n'y a qu'une seule Chine dans le monde et Taiwan est une partie inaliénable du territoire chinois, a déclaré M. Zhao. *«Le gouvernement de la République populaire de Chine est le seul gouvernement légal qui représente la Chine. Ce fait est reconnu par la communauté internationale et constitue un principe de base régissant les relations internationales»,* a-t-il déclaré.

«Les Nations unies sont composées d'Etats souverains. La participation de la région chinoise de Taiwan aux organisations internationales, dont l'Organisation mondiale de la santé (OMS), doit être traitée selon le principe d'une seule Chine», a déclaré le porte-parole, ajoutant qu'il s'agissait également d'un principe important reconnu dans la résolution 2758 de l'Assemblée générale des Nations unies et dans la résolution 25.1 de l'Assemblée mondiale de la santé.

«Le gouvernement central de la Chine attache une grande importance à la santé et au bien-être de ses compatriotes taiwanais. Depuis l'apparition de la Covid-19, nous avons informé à plusieurs reprises et en temps utile la région de Taiwan des dernières évolutions en matière de prévention et de contrôle de l'épidémie, et pris les dispositions appropriées pour la participation de Taiwan aux affaires sanitaires mondiales», a-t-il déclaré.

Il existe un point de contact RSI (Règlement sanitaire international) de l'OMS dans la région de Taiwan, et l'échange d'informations par l'île avec l'OMS et d'autres pays se fait sans problème, a ajouté M. Zhao.

Les Etats-Unis doivent respecter le principe d'une seule Chine et les trois communiqués conjoints sino-américains, et cesser de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Chine et de compromettre les relations sino-américaines, a déclaré M. Zhao.

«La Chine continuera de prendre toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder fermement ses intérêts en matière de souveraineté et de sécurité. Certains politiciens américains paieront sans aucun doute le prix fort pour leurs méfaits», a-t-il ajouté.

GUINÉE

Le gouvernement vise un taux de mobilisation de 25% du PIB en 2021

Le gouvernement guinéen vise un taux de mobilisation des ressources fiscales internes de 25% du Produit intérieur brut (PIB) en 2021, contre seulement 13% actuellement, a annoncé mercredi le Premier ministre Ibrahima Kassory Fofana, à l'occasion d'une rencontre de concentration avec une délégation de l'Agence française de développement (AFD).

Il a précisé que la moyenne de mobilisation des ressources fiscales internes dans les pays de la sous-région ouest africaine est estimée de nos jours à 18%.

Durant les échanges portant sur le renforcement des capacités des régies financières de l'Etat guinéen, le Premier ministre a rappelé que le potentiel de mobilisation des ressources fiscales internes de la Guinée était substantiel, même si les stratégies de mobilisation manquent d'efficacité d'action.

La délégation de l'AFD conduite par l'ambassadeur de France en Guinée entend ainsi apporter une expertise au gouvernement guinéen, afin de parvenir à atteindre les objectifs fixés dans le cadre de mobilisation et de sécurisation des ressources internes, pouvant faciliter le financement des grands projets de développement en faveur des populations.

«Nous devons faire preuve de beaucoup de détermination pour changer la donne», a dit le Premier ministre, avant d'ajouter que le défi actuel du président guinéen Alpha Condé est d'améliorer la situation fiscale du pays ainsi que la situation de la dépense publique. A propos du secteur minier, le Premier ministre révèle que la mobilisation des recettes fiscales minières se situait autour de 3%, alors qu'elle devrait plutôt être de 20%.

Dans le souci de faire en sorte que les ressources fiscales internes puissent financer les politiques publiques, le gouvernement guinéen compte œuvrer avec les experts de l'AFD, pour réussir son pari d'une gouvernance efficace et efficiente, au service du développement durable dans le pays.

COVID-19

L'Afrique participe activement au développement mondial d'un vaccin

Le continent africain participe activement au développement mondial d'un vaccin contre le nouveau coronavirus, ainsi qu'aux essais cliniques, a souligné mercredi Ahmed Ogwell, directeur adjoint du Centre de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique).

«En terme de développement de vaccins, comme vous le savez, nous avons, en tant qu'Afrique, une stratégie de vaccination qui a été lancée en août dernier», a-t-il rappelé dans un entretien à Xinhua.

Selon le Dr Ogwell, la stratégie développée sous la direction de l'Union africaine et du CDC Afrique a trois objectifs principaux avec pour but primordial de permettre l'accès aux vaccins en temps voulu à travers le continent.

L'un d'eux est le développement de vaccins. *«Ce que nous faisons (...), c'est de nous assurer que nous avons des sites d'essais cliniques ici sur le continent de manière à faire partie du mouvement mondial pour obtenir des vaccins ou des thérapies lorsqu'ils arrivent»*, a-t-il expliqué.

«Ensuite, il y a des institutions en Afrique qui ont déjà commencé le processus de développement du vaccin Covid-19 pour le continent», a-t-il souligné.

«Bien que d'autres le fassent en dehors du continent, nous voulons aussi nos propres produits, car la Covid-19 ne va pas disparaître de sitôt et nous voulons nous assurer que nos institutions africaines développent aussi nos propres vaccins et que nous pourrons ainsi les utiliser pour l'ensemble de la population», a ajouté le numéro 2 du CDC Afrique.

Mercredi après-midi, le nombre de cas d'infection confirmés sur le continent était de 3.107.979, avec 74.444 décès et 2.538.888 guérisons, selon l'organe de santé panafricain.

Concernant l'accès aux vaccins, Ahmed Ogwell a dit discuter avec des fabricants dans le monde entier *«afin de voir quels sont les meilleurs vaccins pour l'Afrique et quels sont ceux qui offrent la meilleure situation en termes de livraison, de vaccination et de coût».*

Selon lui, certains accords ont déjà été signés.

Il a par ailleurs indiqué que le CDC Afrique faisait partie d'un groupe de travail convoqué par le président sud-africain Cyril Ramaphosa, par ailleurs président en exercice de l'Union africaine.

«Dès que nous nous serons assurés que nous avons un accord avec des fabricants, les vaccins seront livrés à l'Afrique», a-t-il dit en soulignant que la partie financière «est très importante et nous sommes déjà également à un stade très avancé».

Enfin, le Dr Ogwell a souligné que le continent africain, tout comme la communauté internationale, «devait agir ensemble» face à la pandémie. *«Nous devons agir rapidement et nous l'avons fait en tant qu'Afrique cette fois-ci avec la coordination du CDC Afrique»*, a-t-il noté en se félicitant d'un bilan relativement bas. Cela dit, *«nous ne devons pas attendre (...) des chiffres élevés pour agir».*

Xinhua

UNION SACRÉE

Félix Tshisekedi reçoit le trio Bemba-Katumbi-Kabund

L'audience accordée aux chefs des grands partis politiques de la République démocratique du Congo aurait tourné autour de l'Union sacrée ainsi que de la formation du prochain gouvernement.

Rien n'a filtré de l'entrevue que le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a eue dans la soirée du mercredi 13 janvier 2021, avec les présidents des trois grands partis politiques membres de l'Union sacrée de la nation dont Moïse Katumbi de «Ensemble pour la République», Jean-Pierre Bemba, du «Mouvement de libération du Congo (MLC)», ainsi que Jean-Marc Kabund de «l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS)». Cette rencontre entre le chef de l'Etat et les trois personnalités politiques s'est passée à huis-clos et même la presse n'y était pas conviée ne fût-ce que pour filmer les hôtes du chef de l'Etat à l'entrée comme à la sortie.

A la fin des échanges, les invités de Félix Tshisekedi se sont réservés, comme lors de la dernière rencontre, de tout commentaire sur le contenu de leurs discussions. Toutefois, la presse présidentielle a indiqué qu'il s'était agi tout simplement de la poursuite des échanges entamés le 26 décembre de l'année dernière.

« En ces moments, la formation de l'Union sacrée pour la nation et du prochain gouvernement est parmi les questions prioritaires qui peuvent conduire le chef de l'Etat à s'entretenir avec ces trois leaders politiques »

Bemba, Kabund et Katumbi chez Tshisekedi

Selon certaines indiscrétions, cette rencontre aurait, sans doute, tourné autour de la formation de l'Union sacrée pour la nation ainsi que du prochain gouvernement. *« En ces moments, la formation de l'Union sacrée pour la nation et du prochain gouvernement est parmi les questions prioritaires qui peuvent conduire le chef de l'Etat à s'entretenir avec ces trois leaders politiques »*, explique Jean-Philippe Beia du Cpral.

Lucien Dianzenza

TÉLÉPHONIE MOBILE

Le Service « Ram » loin de faire l'unanimité

En son temps, le Collectif 24, une organisation de défense du droit d'accès à l'information, avait dénoncé la mise en place d'une nouvelle taxe à cause, notamment, de son « incidence néfaste sur les opérateurs de téléphonie mobile ». Rejetant toute allégation de résistance des sociétés de télécoms, Vodacom Congo a rappelé que ses équipes ont travaillé de manière étroite avec l'Autorité de régulation des postes et télécommunications (ARPTC) sur ce projet depuis le mois d'août 2020.

Le 24 septembre 2020, le paysage des télécoms en République démocratique du Congo a connu un changement avec le lancement officiel du Registre des appareils mobiles, Ram en sigle. En implémentant ce projet, l'ARPTC poursuivait plusieurs objectifs : optimiser la sécurité et la qualité des services des réseaux mobiles, protéger les utilisateurs des effets toxiques des appareils contrefaits et lutter contre le vol et la contrefaçon des appareils. Sur le terrain, Ram devait rendre trois principaux services aux utilisateurs des appareils mobiles. Il s'agit de vérifier le numéro de l'identité internationale de l'équipement (IMEI) de leurs appels mobiles, d'enregistrer leurs appareils multi-sims et de permettre aux abonnés locaux et en itinérance internationale de rester à jour sur les frais du service Ram.

Officiellement, le projet Ram a réussi à poser un vrai problème de fond : la présence massive des téléphones contrefaits. En effet, le gouvernement, explique le communiqué de lancement, a voulu aider les utilisateurs à connaître le statut de leurs téléphones. Faute de respecter les normes de base de sécurité électrique, les téléphones contrefaits ont un impact sur la santé physique, la sécurité des données, la sécurité nationale et les finances de l'État, a indiqué le communiqué.

Dans la foulée des réactions à la création du Ram, il y a celle du Collectif 24. Ce dernier a vu cette initiative comme un « coup contre la liberté d'expression et le droit d'accès à l'information ». Avec l'instauration de la nouvelle taxe, ces activistes ont affirmé craindre également la réduction du nombre des utilisateurs des télécommunications en RDC. *« L'accès aux services des télécommunications deviendra de plus en plus cher pour le paisible citoyen déjà touché par la crise économique actuelle »*. Par conséquent, ont-ils poursuivi, il y aurait un risque de stagnation pour les opérateurs de la téléphonie mobile du fait de la baisse sensible du nombre d'abonnés. D'autres sources dans les milieux de la presse ont fait état de la colère des opérateurs du secteur visant principalement la société Vodacom qui aurait refusé d'appliquer la décision de l'État sur la mise en œuvre du Ram.

Si rien ne permet encore, du moins à ce stade, de vérifier réellement l'impact du projet Ram sur la trésorerie des sociétés de télécoms, la dernière réaction de l'un des principaux acteurs des télécoms en RDC n'est pas passée inaperçue. Dans le communiqué datant du 14 janvier, la société Vodacom a réagi officiellement sur ce qu'elle qualifie d'allégations d'une « certaine presse à sensation ». Depuis le mois d'août 2020, peut-on lire, la direction générale et les équipes techniques, réglementaires, financières et légales de Vodacom travaillent d'arrache-pied avec l'ARPTC et le ministère de tutelle pour la mise en œuvre et l'intégration du Ram. *« Les échanges et séances de travail, dûment minutés, entre les deux entités démontrent d'une collaboration franche et cordiale »*. La société insiste également sur le fait qu'elle n'a rien à cacher : *« Les données relatives au nombre de ses abonnés, au volume des appels, au trafic internet, à son chiffre d'affaires, ainsi qu'au paiements de ses obligations fiscales et parafiscales, sont indifféremment publiées et de manière transparente, soit dans son rapport annuel intégré, soit sur son site web ou soit dans les rapports trimestriels du Régulateur, à savoir l'ARPTC »*. Une affaire à suivre.

Laurent Essolomwa

LUBUMBASHI

Dorine Mokha tire sa révérence

Le danseur-chorégraphe lushois, qui s'est éteinte à la fleur de l'âge, le 8 janvier 2021, envisageait de lancer le projet Testament, une série d'activités artistiques à réaliser lors d'une tournée prévue entre janvier et février dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC).

Le projet Testament est inspiré de la dernière création de Dorine Mokha. Il s'agit de la troisième et dernière partie de sa trilogie autobiographique Voyage « Entre deux », un solo développé au fur et à mesure de 2013 à 2020. La première de la création Entre deux : Testament date d'une année. Le chorégraphe l'avait présenté le 15 janvier 2020 à Bale, en Suisse, à la Kaserne Basel. Cette année, il avait en vue une programmation avec comme destination, la capitale de la Zambie. Patrick Mudekereza, directeur du Centre d'art Waza a confié à ce propos au Courrier de Kinshasa : *« Il devait faire une tournée de la pièce Entre deux III : Testament à Lusaka. Elle fait partie d'un projet sur lequel il travaille depuis plusieurs années. Il y évoque les choix opérés dans sa vie pour assumer son orientation sexuelle. Une vidéo récente a été réalisée sur ce projet ».* Soulignons que le Centre d'art Waza fait partie des coproducteurs de cette réalisation.

À partir du 10 novembre 2020, en effet, le chorégraphe publiait progressivement en ligne des vidéos de ses Voyages « Entre deux » déclinés en quatre épisodes distincts diffusés par le musée espagnol Thyssen-Bornemisza Art Contemporary de Madrid. Le 14 novembre, sur son compte Facebook Les Voyages « Entre deux » de Dorine Mokha, il postait Entre deux III : Testament, expliquant que c'était le troisième épisode de Voyage Entre Deux. Le post s'accompagnait du suivant commentaire : *« À travers le mouvement, la parole et la musique, le chapitre 3 parle de la souffrance et de la dépression du passé de Dorine Mokha, jusqu'à l'acceptation de sa propre identité, et sa lutte contre l'homophobie dans une société congolaise qui continue à utiliser ses croyances ancestrales et la moralité biblique pour nier la liberté sexuelle et celle du genre ».*

Par ailleurs, en parallèle, Dorine venait de réaliser sa dernière résidence soutenue par the digital earth à Picha Art à Lubumbashi du 14 au 18 décembre. Il était au taquet, s'il faut s'en tenir à son post sur Facebook où, en photo avec l'artiste Jean Katambayi, il se tenait au volant (d'une voiture réalisée en barre de fers) le 16 décembre *« dans la Tesla made in Congo, prêté à l'une de ses futures créations »*, commentait-il. Il avait alors spécifié que la résidence entrait « dans le cadre de son projet (Dis)charged / (Dé)chargé (WIP), associé au projet de recherche artistique #On_Trade_Off (OTO) ».

Dorine et l'artiste Jean Katambayi lors de sa résidence en décembre (DR)

Dorine a créé une dynamique

Nous tenons de Patrick Mudekereza que le chorégraphe plein d'entrain quelques jours plus tôt s'était trouvé mal en point lors d'une séance de travail au Centre d'art Waza, le 23 décembre 2020. Le directeur de l'espace culturel soutient que pris d'un malaise, Dorine avait alors demandé à être reconduit chez lui n'étant pas en mesure de prendre le volant lui-même. Et que le 6 janvier 2021, inquiet, le directeur du Centre d'art Waza est allé s'enquérir de son état de santé en famille, mais n'a pas eu l'occasion de voir le malade alité en personne. Il succombera, hélas, deux jours après la visite manquée, soit le 8 janvier. Le danseur a été emporté par la Grande Faucheuse au moment où « il était sollicité partout, sa carrière était bien lancée », nous a affirmé Patrick Mudekereza en peine. Et de poursuivre : *« Nous savions qu'il ne se portait pas bien mais nul ne pensait qu'il allait mourir ! C'est un choc, sa mort nous a pris de court. Tout le monde attendait quelque chose de Dorine en ce moment »*. Proche du disparu dont il avait présenté plusieurs activités publiques, il nous a confié : *« Ce dont je me rends compte personnellement, j'ai d'abord perdu un ami. Et, parmi les artistes avec lesquels j'ai travaillé, il était le plus programmé à cause de la qualité de son travail et de la manière dont il pouvait s'adapter à tout lieu. Sa capacité d'utilisation de l'espace était sans commune mesure avec celle des autres artistes avec lesquels j'ai eu à travailler »*. Néanmoins, se console-t-il : *« Dorine a créé une dynamique autour de lui, sa pratique artistique car il ne travaillait jamais seul, mais toujours en équipe. J'espère que son œuvre va perdurer »*. L'épisode quatre de Voyage « Entre Deux » montre justement l'illustre défunt dans un atelier organisé autour de « dix-neuf artistes pendant quatre jours sur une réflexion d'ensemble portant sur les thématiques explorées dans Entre deux », comme il l'explique –lui-même dans la vidéo.

Dorine Mokha, danseur-chorégraphe

Décédé à l'âge de 31 ans, Dorine avait fêté son anniversaire le 19 novembre 2020 en distribuant des vivres à l'occasion d'une tournée caritative à destination des démunis, notamment d'un hospice de vieillards à Kamalondo et de l'école gratuite pour filles Malaïka à Kalebuka. Associé aux Studios Kabako de Faustin Linyekula, danseur-chorégraphe et écrivain, il était codirecteur artistique de ART'gument Project. Licencié en Droit économique et social à l'université de Kisangani, plutôt que de devenir avocat, Dorine avait opté pour la voie artistique. L'autodidacte qui s'est formé aux arts de la scène, à la faveur de plusieurs stages en danse aux Studios Kabako, s'est perfectionné sous la direction d'artistes internationaux reconnus à l'instar de Faustin Linyekula. Reclus (2011), Entre deux... (2013), Entre deux II : Lettre à Guz (2015) et Entre deux III : Testament sont ses principales créations en douze ans de carrière professionnelle. Son travail reconnu de qualité lui a valu des récompenses au niveau international. Dorine a été Lauréat Danse l'Afrique Danse 2014-2016 prix octroyé par l'Institut Français et la fondation Total (France), Lauréat Boursier Africa in Solitude 2014-2015 organisé par l'Akademie Scholss Solitude (Allemagne) et troisième prix du Festival Kidogo kidogo Films 2014 der DL Multimédia (Lubumbashi).

Nioni Masela

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE · LE COURRIER DE KINSHASA · LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en **UN CLIC !**

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT

SCANNEZ LE QR CODE

www.adiac-congo.com/content/newsletter

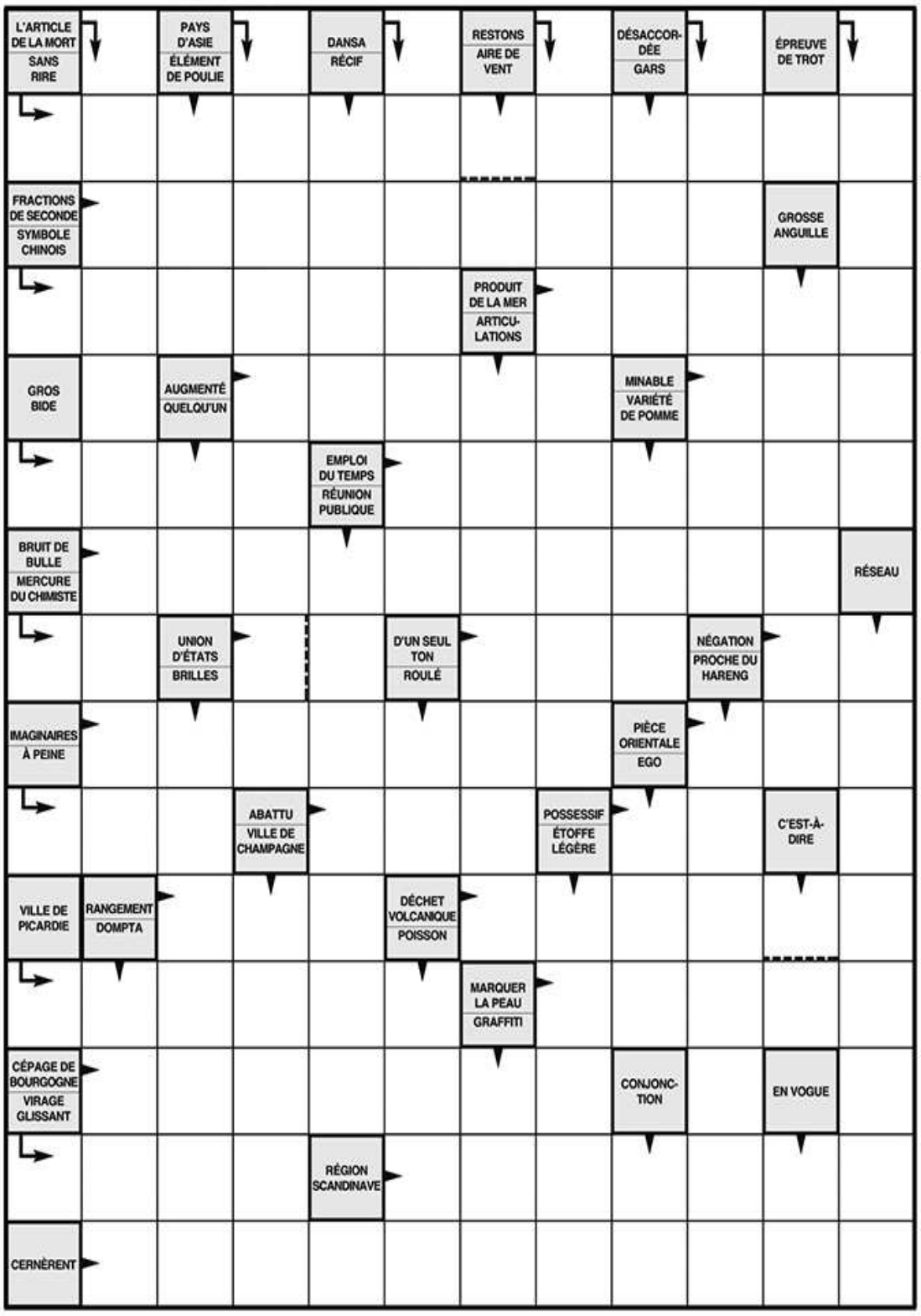
Enter votre adresse email

VALIDER

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

FLÉCHES - N° 1403



MOTS MÊLÉS

R	E	V	O	L	V	E	R	E	P	O	L	C	Y	C
C	A	G	I	B	I	E	I	D	R	A	T	O	M	S
A	S	P	I	C	I	M	E	H	P	M	Y	N	S	A
L	N	A	N	C	M	C	O	R	C	S	E	C	A	L
C	E	U	A	E	M	U	J	U	J	T	G	I	N	E
I	C	E	N	I	L	E	F	O	S	T	A	E	G	H
U	N	S	V	A	L	V	U	L	E	I	T	R	R	I
M	E	I	R	E	L	E	C	L	R	D	N	G	I	K
Y	R	R	E	F	T	C	U	E	B	O	A	E	A	E
T	P	C	Y	U	U	O	M	A	M	L	V	L	C	R
E	I	L	U	O	P	I	V	B	B	C	A	L	A	O
N	O	C	B	R	X	E	R	E	I	S	S	E	V	S
R	C	I	I	U	R	I	M	P	A	C	T	O	I	E
A	H	M	C	O	L	O	N	E	L	A	V	R	A	N
C	E	N	E	G	V	E	P	E	R	L	A	N	R	E

ACIER
ASPIC
AVANTAGE
BAVER
CAGIBI
CALCIUM
CARNET
CAVIAR
CELERI
COLONEL
CONCIERGE
CRISE
CYCLOPE
ENCENS
EPERLAN
ESCROC
FELIN
FERRY
GALBE
GOUROU
HELAS
HIBOU
IMMENSE
IMPACT
JOUET
JUMEAU
KEROSENE
LIMOUSINE
MOTARD
NARVAL
NOMBRIL
NYMPHE
PIOCHE
POULET
POULIE
PRIME
REMIX
REVOLVER
SALADE
SANGRIA
VALVULE
VESSIE
VOICI

· SUDOKU · GRILLE DIFFICILE · N°394 ·

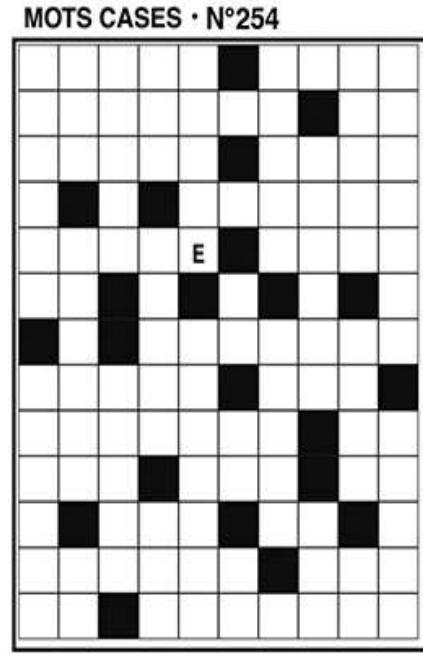
				1		8	3	
4		7	2					
8					9		6	
		6		5			2	
5			7		4			9
	7			9		3		
	9		1					6
					7	5		3
	6	8		3				

· SUDOKU · GRILLE FACILE · N°402 ·

		3			5	6		
	7		2	9			1	
5		1	3			9		2
7				3		5	6	
	5		7		6		9	
	3	4		8				1
2		5			8	1		4
	8			5	3		7	
		7	6			8		

EN PARTANT DES CHIFFRES REMPLISSEZ LA PAGE DE TELLE SORTE QUE CHAQUE COLONNE DE 3 X 3 CONTIENNE UNE SEULE FOIS LES CHIFFRES DE 1 À 9

MOTS CASES · N°254



2 LETTRES
AS - DE - ES - ET - IL - LA - LU - MA - OR - RU - SA

3 LETTRES
ANS - MET - ODE - OIE - OTE - RER - SOI - TAN - UNS

4 LETTRES
ERES - GREC - RAIL - TSAR

5 LETTRES
DEMON - DOGME - ELEVE - ELIRE - ETUDE - GERME - GRUAU - MEUTE - MUSEE - SORTI - SUCER - VISON

6 LETTRES
AIRAIN - AMINCI - DAMNES - TACITE - VERBAL - VOMIRA

7 LETTRES
AIRELLE - ANNONCE - CULASSE - ETONNES - MARMITE - SELLIER

LA SOLUTION DE LA SEMAINE

SOLUTION
Le mot mystère est
BATRACIEN

Mots casés

MOTS CASES N°253

L	O	G	E	N	T	■	C	O	L
I	S	O	L	E	■	S	O	U	E
L	E	■	I	V	R	E	S	■	V
A	R	A	S	E	■	T	S	A	R
S	A	P	E	U	R	■	U	N	E
■	I	N	■	X	E	R	E	S	■
S	T	E	M	■	P	U	■	E	S
T	■	E	U	R	O	P	E	■	A
A	N	■	C	O	S	I	N	U	S
R	E	F	U	S	■	N	O	N	S
T	R	E	S	S	E	■	R	■	E
E	V	E	■	E	X	A	M	E	N
R	I	S	E	E	■	S	E	N	T

Mots fléchés

MOTS FLÉCHÉS · N°1402

■	L	■	A	■	E	■	R	■	B	■	U
D	E	F	L	A	G	R	A	T	I	O	N
■	G	I	G	U	E	■	P	E	T	R	I
C	A	L	A	B	R	A	I	S	■	N	E
■	L	■	R	E	I	N	E	T	T	E	■
K	I	E	V	■	E	C	R	A	S	E	S
■	S	U	E	E	■	R	E	M	I	■	O
B	E	C	■	V	U	E	■	E	G	A	L
■	N	A	N	A	■	R	E	N	A	L	E
A	T	L	A	N	T	A	■	T	N	T	■
■	■	Y	■	O	I	S	E	■	E	O	N
P	A	P	O	U	S	■	P	U	S	■	E
■	E	T	H	I	O	P	I	E	■	V	A
A	R	U	M	■	N	I	A	■	L	I	N
■	A	S	S	A	S	S	I	N	E	N	T

· SUDOKU · GRILLE DIFFICILE · N°392 ·

9	4	8	3	2	5	7	6	1
6	2	1	7	9	4	5	3	8
5	3	7	6	1	8	9	4	2
7	9	5	8	6	3	2	1	4
1	8	3	9	4	2	6	7	5
2	6	4	5	7	1	8	9	3
4	5	6	1	8	7	3	2	9
3	1	9	2	5	6	4	8	7
8	7	2	4	3	9	1	5	6

· SUDOKU · GRILLE FACILE · N°401 ·

3	1	7	9	5	6	8	2	4
6	9	8	2	3	4	5	1	7
4	2	5	7	8	1	9	3	6
2	3	6	8	9	7	4	5	1
5	8	1	4	6	2	3	7	9
7	4	9	3	1	5	6	8	2
1	5	4	6	7	8	2	9	3
9	7	2	5	4	3	1	6	8
8	6	3	1	2	9	7	4	5

CEEAC

L'intégration physique des Etats au cœur des priorités

Le chef de l'Etat congolais, président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Denis Sassou N'Guesso, a évoqué les priorités de son mandat le 14 janvier à Brazzaville avec le président de la commission de la CEEAC, Gilberto Da Piedade Verissimo.

Gilberto Da Piedade Verissimo

« Nous devons être liés physiquement dans la région. C'est cela que nous avons traité premièrement », a indiqué le président de la commission de la CEEAC.

« Nous avons abordé les priorités de la présidence du Congo de la CEEAC. Nous sommes arrivés aux conclusions de prioriser l'intégration physique, les moyens de liaison entre nos Etats comme la participation à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) », a déclaré Gilberto Da Piedade Verissimo.

Lancée en 2019 à Kigali au Rwanda, la ZLECAF est entrée en vigueur le 1er janvier 2021. Il s'agit d'une initiative qui devrait permettre d'accroître le volume des échanges commerciaux intra-africains, de promouvoir la libre circulation et l'intégration continentale.

Concernant la situation sécuritaire préoccupante prévalant en République Centrafricaine (RCA), il a signifié que *« j'ai reçu des instructions sur les mesures coordonnées que la région doit donner à cette affaire de la RCA. Pour bien faire la ZLECAF, nous avons besoin de la paix et de la sécurité »*.

Notons que les deux personnalités ont également parlé de la situation sociopolitique en République démocratique du Congo.

La Rédaction

MUSIQUE

« Les mamans du Congo », de la cuisine à la scène

Créé en 2018, sous l'impulsion de la chanteuse et percussionniste Gladys Samba, le groupe « afro féministe » scande le quotidien de la femme africaine en général et de la femme congolaise en particulier sur des rythmiques complexes, réalisées avec des ustensiles de cuisine et du matériel de récupération.

Le groupe, Les mamans du Congo, en pleine prestation/DR

Elles sont jeunes, belles, pleines d'énergie et ont la verve musicale dans les veines. L'aventure des « Mamans du Congo » force l'admiration; car peu de femmes oseraient s'affirmer comme elles l'ont fait. Tout est parti d'un simple constat: *« La femme n'est pas faite que pour rester dans la cuisine ». « Nous utilisons les ustensiles de cuisine pour remporter le combat face à certains hommes qui estiment toujours que la place de la femme se trouve dans la cuisine et non dans un bureau ou sur scène. Ainsi, à travers l'utilisation des ustensiles de cuisine comme instruments de musique, nous voulons montrer que la femme peut faire autre chose de ses mains et exercer le même travail que l'homme »* a indiqué la fondatrice du groupe, Gladys Samba.

Leurs créations se situent à mi-chemin entre la tradition et la modernité. Les mamans du Congo mettent essentiellement en valeur des berceuses congolaises chantées en diverses langues vernaculaires du pays. Dans leurs chants, elles peignent le quotidien des femmes africaines et plus particulièrement de celles du Congo, avec une poignée d'humour. Leur vision se résume à pérenniser et valoriser le côté traditionnel de la femme d'aujourd'hui. Comme instruments leur permettant de créer des rythmes, figure tout ce qui se trouve dans la cuisine, à savoir : les fourchettes, cuillères, assiettes, paniers, pilons, marmites et biens d'autres matériels de récupération.

Dans ses débuts, le groupe regorgeait douze femmes et quatre hommes. Chemin faisant, certaines mamans ont fini par jeter l'éponge; car n'appréciant pas l'idéologie du groupe et d'autres se sont retirées sous la pression de leurs époux qui ne jugeaient pas dignes de voir leurs femmes faire partie d'un groupe musical. Aujourd'hui, elles sont restées cinq à faire vivre le projet, soutenu depuis le début par l'Institut français du Congo. Qualifiées de « femmes battantes », il s'agit précisément de : Gladys Samba, Odette Valdemar Ghaba Koubende, Argéa Déodalsy Kimbembe, Penina Sionne Livangou Tombet et Emira Fraye Milisande Madieta et la plus jeune de la fratrie âgée de 21 ans.

Leur premier album concocté avec la participation du beatmaker hip-hop et house français, Rrobin, est déjà disponible sur le marché du disque. Le 13 janvier, en début de soirée, « Les mamans du Congo » ont livré un spectacle haut en couleur qui a émerveillé le public présent.

Grace Merveille Ngapia (stagiaire)

FOOTBALL FÉMININ

Berjona Mbemba prend la tête des Diables rouges dames

Nouvelle sélectionneuse des équipes nationales de football seniors dames puis des moins de vingt ans, Berjona Mbemba a signé, le 13 décembre à Brazzaville, un contrat d'une année avec la Fédération congolaise de football (Fecofoot).

Berjona Mbemba échange les documents avec Jean Guy Blaise Mayolas/Adiac

La signature de ce contrat fait de cette Congolaise la première femme à occuper ce poste dans l'histoire du football congolais. Véritable connaisseur du football national, Berjona Mbemba a désormais la mission de sillonner tout le Congo afin de rechercher et détecter les jeunes filles qui jouent au football ou manifestent le désir de pratiquer ce sport.

Selon les termes de ce contrat d'une année, la nouvelle sélectionneuse devra percevoir une indemnité mensuelle de façon régulière afin de lui permettre d'accomplir ses prochaines missions. D'après le président de la Fecofoot, Jean Guy Blaise Mayolas, la signature de ce contrat est une manière de donner de la valeur au football féminin. *« C'est un premier pas, demain nous pouvons peut-être ajouter si les moyens nous les permettent. Notre souhait est de participer à la première édition de la ligue africaine des champions en nation des dames. Je vous demande de travailler pour atteindre les objectifs qui sont les vôtres »*, a-t-il indiqué.

De son côté, la nouvelle promue a reconnu le poids de la mission qui lui a été confiée avant de rappeler que rien n'est impossible. Elle souhaite, en effet, relancer la formation en intéressant les plus jeunes et les plus motivées. *« Je suis consciente du travail qui m'attend avec mon staff. Je compte sur le soutien des Congolais ainsi que des autorités de notre pays. La tâche est difficile mais pas impossible »*, a rassuré Berjona Mbemba.

Entraîneur adjointe des Diables rouges dames U20 depuis 2018, elle a été titularisée à ce poste en 2019 parallèlement à ses fonctions de formatrice au centre de football Gotia. Dans la même période, Berjona Mbemba a également évolué comme coach au club de football féminin, La Source (2014) puis chez les hommes à AS Tsiemba, un club de deuxième division.

Rude Ngoma